



Été 1991 (Vol. 3, N° 2) numéro d'article 1

Le recensement—cent ans plus tard

Patricia Grainger

Le but principal du recensement décennal, tel que défini dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, était de dénombrer la population afin de répartir les sièges à la Chambre des communes et d'établir les limites des circonscriptions électorales fédérales. Rapidement toutefois, le recensement est devenu plus qu'un simple outil déterminant la représentation politique. Les gouvernements en place ont commencé à s'en servir pour observer et mesurer divers aspects sociaux et économiques. Le recensement est demeuré un instrument de mesure unique de l'évolution du Canada.

Des recensements nationaux ont été effectués en 1871 et en 1881. L'intérêt suscité pour la population des régions de l'ouest du pays s'est traduit par un recensement des trois districts provisoires des Territoires du Nord-Ouest (c'est-à-dire de ce qui forme aujourd'hui les parties sud des provinces de la Saskatchewan et de l'Alberta) en 1885 et par un recensement du Manitoba en 1886 (voir [la carte](#)).

Le 5 avril 1891, des recenseurs ont ratissé le pays et dénombré un total de 4,833,239 habitants. Pour la première fois au Canada, on a utilisé des cartes perforées pour effectuer la totalisation des données. On a dû louer onze machines à calculer électriques, moyennant une commission à H. Hollerith, le fabricant américain [▼1](#). Le coût du recensement de 1891 s'est élevé à \$550,000, soit 11 cents par habitant (dollars de 1891) [▼2](#). Il semble incroyable qu'un aussi grand nombre de données aient pu être recueillies, totalisées et publiées si rapidement, et ce, sans les moyens de transport ou de communication d'aujourd'hui [▼3](#).

Canada, 1991 et 1895

[Voir carte](#)

Croissance démographique

La croissance et la répartition géographique de la population ont toujours été des sujets d'importance primordiale au Canada. Au début de la Confédération, la population était concentrée dans les régions du sud de l'Ontario et du Québec, dans certaines zones des Maritimes et dans la partie sud de ce qui est aujourd'hui la Colombie-Britannique. Entre 1871 et 1881, la population du Canada s'est accrue d'un peu plus de 17% comparativement à 12% de 1881 à 1891. Bien que la plus grande partie de la croissance ait été enregistrée en Ontario et au Québec, des hausses importantes ont également été observées au Manitoba, en Colombie-Britannique et dans les Territoires. Aujourd'hui, la population canadienne continue de croître, mais à un rythme plus lent. Bien que l'on s'attende à ce que les résultats du Recensement de 1991 montrent une croissance faible, il faut se rappeler que le Canada n'a connu que deux périodes de croissance démographique très rapide: les deux premières décennies du XX^e siècle et les années de l'explosion démographique de l'après-guerre (voir [Migration nette](#)).

Les données du Recensement de 1881 indiquent des augmentations de population sans précédent dans l'Ouest, particulièrement au Manitoba. Au moment du Recensement de 1871, 241 personnes vivaient à Winnipeg, sur une superficie de 11.8 milles carrés. Dix ans plus tard, Winnipeg couvrait 393 milles carrés et comptait 7,985 habitants, soit plus de 30 fois la population de 1871. Il s'agissait de la plus forte croissance à survenir dans une ville de plus de 5,000 habitants. Au Recensement de 1886, Winnipeg avait une population de 625,000 habitants et une superficie de 1,150 milles carrés.



Tableau 1 Population du Canada et des provinces, 1871, 1881 et 1891

Source : Recensement du Canada 1891, volume I, tableau VI

Entre 1881 et 1891, Toronto et Montréal ont vu leur population augmenter plus que n'importe quel autre centre urbain. Winnipeg, Vancouver, Victoria et New Westminster ont également connu une croissance démographique rapide. À l'heure actuelle, la population des régions métropolitaines de recensement de Toronto, Winnipeg, Vancouver, Victoria et Montréal continuent d'augmenter. De 1981 à 1986, toutefois, le rythme de croissance démographique de Montréal a été plus lent que celui des autres régions métropolitaines.



Tableau 2 Population des villes de plus de 5,000 habitants, 1871, 1881 et 1891

Source : Recensement du Canada 1891, volume I, tableau VII

Industrie

Malgré les périodes de ralentissement économique des années 1870⁷ et du milieu des années 1880⁸, l'économie canadienne continuait son expansion. Les secteurs ferroviaire, manufacturier et agricole dominaient. Le secteur manufacturier se développait un peu partout. Sa croissance était toutefois plus rapide là où des marchés existaient déjà, soit dans le sud du Québec et de l'Ontario. Par la suite, l'extension rapide du réseau ferroviaire a favorisé le développement de ces marchés; l'expansion industrielle a gagné les régions moins peuplées, où les fermes familiales fournissaient de la main-d'œuvre à bon marché.

L'agriculture a été le facteur dominant au début du développement de l'Ouest. Toutefois, une situation économique parfois difficile et des phénomènes naturels fâcheux comme les sauterelles, la sécheresse et l'extrême rigueur des hivers ont poussé de nombreux Canadiens à s'établir dans les régions du nord des États-Unis; plus prospères et au climat moins rude. Aujourd'hui, malgré l'utilisation de céréales mieux adaptées à une saison de culture brève, les agriculteurs canadiens demeurent à la merci du climat.

Dans l'ensemble, la structure de l'économie canadienne a connu une évolution spectaculaire en 100 ans. En 1891, près de la moitié des Canadiens travaillaient dans le secteur de l'agriculture, de la pêche ou des mines, 20% dans l'industrie manufacturière, 15% dans les services domestiques et personnels, et 12% dans le secteur du commerce et du transport. Le Recensement de 1986 révèle qu'environ 6% des Canadiens travaillaient dans le domaine de l'agriculture, de la pêche ou des mines, 17% dans l'industrie manufacturière, près de 40% dans les services, et environ 22% dans le secteur du commerce et du transport⁹. Récemment, les plus fortes augmentations de l'emploi ont été enregistrées dans le secteur des services, particulièrement dans les industries des services socioculturels, commerciaux et personnels. À l'heure actuelle, ces industries emploient un travailleur canadien sur trois.

Il y a 100 ans, seul le recensement pouvait nous renseigner sur le développement et l'expansion des secteurs industriels. En 1894, pour 25 cents, on pouvait se procurer un volume de 400 pages contenant des données industrielles détaillées. On y lisait qu'en 1891, les ateliers de forgeron et les établissements de salaison de la viande de même que la production d'articles de base tels que le bois de construction, les selles et les harnais, les bottes et les chaussures, le fromage et les voitures (tirées par des chevaux) se retrouvaient dans toutes les provinces. Il y avait des entreprises de fabrication de bougies et de savon et des brasseries partout sauf dans les Territoires. Les articles de luxe comme le chocolat et le cacao, la

dentelle, les parasols et les plumes n'étaient produits que dans les régions les plus densément peuplées de l'Ontario et du Québec.

Des disparités régionales ressortaient également. Les conserveries de poisson étaient concentrées dans les Maritimes, au Québec et en Colombie-Britannique. Les établissements de traitement de l'opium ne se retrouvaient qu'en Colombie-Britannique, les fabriques de mousse, qu'en Nouvelle-Écosse et les établissements de production de vermicelle et de macaroni, au Québec seulement. De nos jours, les établissements de traitement de l'opium et les fabriques de mousse n'existent plus, tandis que les entreprises qui produisent du macaroni emploient relativement peu de travailleurs et sont regroupées avec tous les autres fabricants de pâtes alimentaires sèches. Des différences régionales persistent toujours dans l'économie canadienne et ressortent clairement à l'analyse des données du recensement. En fait, pour les régions infra-provinciales, le recensement est la seule source de données détaillées sur l'emploi par industrie.

De nos jours, un recensement comporte des questions permettant de savoir pour qui et où travaillent les répondants. En 1891, ces renseignements provenaient directement des entreprises. Cela permettait de recueillir des informations sur le nombre d'établissements dans un domaine précis, la valeur de leur capital, le nombre de leurs employés, les salaires et traitements de même que sur la valeur de la production. Le Statisticien du Bureau fédéral de la Statistique avait concédé que «de grandes difficultés ont accompagné les efforts qui ont été faits pour obtenir un état des établissements industriels du Canada» [▼10](#) et que ces données devaient être conservées afin que «le peuple canadien puisse jeter un regard en arrière sur la période des 'petites et faibles choses,' et montrer de quels humbles commencements la vie industrielle du pays est sortie [▼11](#).»

Professions

Avec l'expansion du secteur manufacturier, l'intérêt public s'est tourné davantage vers les conditions de travail. Les lois de 1887 sur la sécurité dans les usines, visant principalement à décourager l'emploi des femmes et des enfants, n'étaient pas bien appliquées. Peu de mesures étaient prises par les gouvernements pour réduire les heures de travail trop longues, empêcher l'utilisation de machines menaçant la sécurité des travailleurs et adoucir la discipline sévère imposée dans les usines [▼12](#). On s'intéressait davantage à la mécanisation accrue, au contrôle syndical croissant de l'embauche et aux limites de la productivité des travailleurs [▼13](#).

Les données du Recensement de 1891 montrent que 25% des jeunes garçons âgés de 10 à 14 ans et 2% des filles du même âge avaient un emploi. Environ 87% de ces garçons avaient déclaré être fils de cultivateurs. Toutefois, on a aussi relevé 294 mineurs, 293 ouvriers de filatures de coton, 156 employés de scieries, 163 commis et copistes et 689 messagers, commissionnaires et garçons de bureau. Les filles de moins de 15 ans étaient généralement employées comme domestiques, mais on a également dénombré 237 couturières et apprenties couturières (confection), 89 cordonnières, 192 ouvrières de filatures de coton et 156 couturières (réparations). Conformément aux conventions internationales et aux lois contemporaines sur la fréquentation scolaire et le travail des enfants, le recensement ne recueille plus

d'information sur l'emploi des personnes de moins de 15 ans.

En août 1893, on a publié un bulletin du recensement contenant plus de détails sur les professions [▼ 14](#). Comme le nombre de personnes ayant un emploi avait augmenté plus rapidement que la population en général, on a décrit les Canadiens comme étant «un peuple plus occupé et plus entreprenant qu'en 1881» [▼ 15](#). Le rapport concluait que «les catégories des services domestiques et personnels» et du commerce avaient un effectif convenable, qu'il restait beaucoup d'emplois à combler dans la catégorie des professions libérales et dans celle des industries et, enfin, que le nombre d'emplois dans le secteur agricole «pouvait diminuer considérablement sans que la production en souffre beaucoup», particulièrement dans les provinces étant entrées les premières dans la Confédération [▼ 16](#).

Une attention particulière était accordée aux médecins et chirurgiens, dont le nombre, en 1891, atteignait 4,448, soit 1 pour 1,078 habitants. Le rapport mentionnait également que «dans l'ensemble, comme le climat était sain et l'existence relativement simple et qu'une forte proportion de gens n'avaient pas un travail «dangereux» ou «très dangereux», le nombre de médecins suffisait amplement à répondre aux besoins de la population canadienne, surtout si l'on tenait compte des 1,326 étudiants en médecine qui viendraient bientôt grossir les rangs du corps médical pour veiller sur la santé des Canadiens» [▼ 17](#). Près de 100 ans plus tard, les données du Recensement de 1986 estimaient qu'il y avait 48,600 médecins et chirurgiens au Canada, soit 1 pour 514 personnes.

Immigration, instruction et religion

Selon le Recensement de 1891, environ 650,000 Canadiens, soit plus de 13% de la population, étaient nés à l'étranger; la plupart (75%) venaient du Royaume-Uni. Environ un Canadien sur huit était né aux États-Unis.

De nos jours, les immigrants représentent une proportion à peine plus élevée de la population canadienne. Selon le Recensement de 1986, 16% des Canadiens sont d'origine étrangère; environ 20% de ces immigrants viennent du Royaume-Uni, 18%, de pays asiatiques, et 10%, d'Italie.

Il y a cent ans, le gouvernement semblait accorder un intérêt particulier à l'instruction. Au cours de la dernière partie du dix-neuvième siècle, le recensement s'informait en effet de la capacité de lire et d'écrire des Canadiens. En 1891, 80% de la population adulte (15 ans et plus) s'était alors déclarée apte à lire et écrire.

Depuis le début du siècle, le recensement ne contient plus de questions sur l'aptitude à lire et écrire. Toutefois, une enquête récente a révélé qu'«environ 16% des adultes canadiens ne lisent pas suffisamment bien pour satisfaire à la plupart des besoins de lecture quotidiens. D'autre part, la capacité de lecture est trop limitée pour permettre la lecture de textes peu familiers pour 22% d'entre eux» [▼ 18](#). Les choses n'ont peut-être donc pas changé autant qu'on se l'imagine.

Les Recensements de 1871, 1881 et 1891 comportaient tous une question sur l'appartenance religieuse. En 1891, 41% des Canadiens étaient catholiques romains, 17% méthodistes et 16% presbytériens et un peu plus de 13% appartenaient à l'Église anglicane. Des différences régionales ressortaient. Au Québec, par exemple, 87% des résidents étaient catholiques romains contre seulement 13% au Manitoba. Dans les Territoires, 37,000 personnes (38%) ont déclaré n'être d'aucune confession religieuse, ce qui constitue de loin la proportion la plus élevée au pays.

Le Recensement de 1991 comprendra de nouveau une question sur la religion, la première depuis 1981. Cette année-là, 47% des habitants ont déclaré appartenir à l'Église catholique, 16% à l'Église unie, formée par la fusion de l'Église méthodiste et de segments importants des Églises presbytérienne et congrégationaliste, et 10% à l'Église anglicane.

Conditions de vie

Le recensement a permis, dans une large mesure, de connaître les conditions de logement des Canadiens. En 1891, on disposait de renseignements sur les matériaux utilisés pour la construction des logements et sur le nombre d'étages et de pièces. Le bois avait été utilisé pour la construction de plus de 95% des maisons de la Colombie-Britannique, du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et des Territoires. En Ontario et au Québec, cette proportion était de trois quarts; les autres logements étaient en brique ou, plus rarement, en pierre. Plus de la moitié de la population de l'Ontario vivait dans des maisons de six à dix pièces, alors qu'une proportion semblable habitait dans des logements de une, deux ou trois pièces dans les Territoires.

Bien que le recensement ne comporte plus de questions sur les matériaux de construction ou sur le nombre d'étages, son rôle dans l'évaluation des conditions de logement s'est maintenu. Le questionnaire de 1991 permettra de recueillir des données sur le nombre de pièces, l'année de construction, l'état général du logement, le nombre de chambres à coucher et le coût des services publics, du loyer et de l'hypothèque. Selon les données du Recensement de 1986, la taille moyenne d'un logement au Canada était de 5.8 pièces.

Les femmes

À la fin du siècle dernier, on commençait également à s'intéresser aux questions traitant les femmes. Bien que le mouvement en faveur du droit de vote pour les femmes n'ait véritablement pris son ampleur que vers 1910, le docteur Emily Stowe, la première Canadienne à pratiquer la médecine, avait déjà lancé une première campagne dans les années 1890.

Le Recensement de 1891 a fourni, pour la première fois, des estimations distinctes de l'emploi des femmes par profession. La profession de domestique regroupait le plus grand nombre de femmes de plus de 15 ans, mais on a aussi dénombré beaucoup de couturières, d'enseignantes, de «tailleuses» et même d'exploitantes agricoles (11,000). Il y avait en outre 69 ébénistes, 374 compositrices et pressières, 39

sellières, 70 ouvrières travaillant le fer et l'acier, 135 photographes, 12 fabricantes de piano, 1 chimiste, 11 dentistes, 76 chirurgiennes et médecins, et 76 revendeuses et colporteuses.



Tableau 3 Proportion de maisons selon le matériau de construction, 1891

Source : [Recensement du Canada 1891](#), volume IV, tableau A

De nos jours, les femmes sont plutôt concentrées dans les professions liées au travail de bureau, à la vente, aux services, à la médecine et aux soins de santé. Les données du recensement indiquent toutefois une présence croissante des femmes dans la gestion, le droit et la comptabilité, domaines traditionnellement réservés aux hommes ▼[19](#). Comme les données du recensement permettent d'étudier les professions selon l'âge, il est possible de déterminer à quel rythme les jeunes femmes entrent dans ces professions non traditionnelles. Par exemple, les données du Recensement de 1986 indiquent que 25% des dentistes de moins de 35 ans sont des femmes, comparativement à 5% des plus de 45 ans.

Pendant les années 1890, on s'est également rendu compte de l'écart entre la rémunération des hommes et des femmes. Bien qu'aucune donnée sur les gains n'ait été recueillie avant 1901, la question était devenue suffisamment importante pour être analysée de façon approfondie dans la publication du Recensement de 1901. Le sentiment de l'époque était exprimé de la façon suivante: «la vocation naturelle de la femme ... étant celle d'épouse, de mère et de gérante du foyer, elle ne devrait pas être encouragée à entrer en concurrence avec l'homme dans le domaine des autres professions, et ainsi réduire par son travail moins efficace et à meilleur marché, les chances de celui-ci de se procurer de l'emploi à des gages lui permettant de vivre» ▼[20](#). L'intérêt que l'on porte aux comparaisons salariales n'a pas diminué; les données sur les gains des hommes et des femmes selon la profession faisaient partie des renseignements du Recensement de 1986 les plus fréquemment demandés.

Conclusion

Il y a cent ans, les Canadiens s'intéressaient à des sujets comme la croissance démographique, l'immigration, l'expansion industrielle, l'instruction et au rôle des femmes. Depuis lors, les problèmes spécifiques ne sont plus les mêmes. Également, la nature de l'opinion publique et la perspective dans laquelle ces questions sont envisagées peuvent être très différentes aujourd'hui. Il n'en demeure pas moins intéressant de constater que ces préoccupations sont toujours d'actualité.

Les données sociales et économiques recueillies lors du Recensement de 1891 ont permis au gouvernement et au public de l'époque de mieux saisir l'importance de ces questions. Le Recensement de 1991 jouera également un rôle essentiel dans la compréhension de ces sujets cruciaux.

Migration nette

Au cours des années suivant l'entrée en vigueur de la Confédération, les mouvements de population ont été considérables et ce, dans tous les sens: immigration, émigration et migration interne. Durant cette période, le nombre de personnes quittant le pays a dépassé celui des immigrants. On estime qu'entre 1881 et 1891, l'accroissement naturel (lorsque le nombre de naissances dépasse celui des décès) était responsable d'une augmentation de 669,000 de la population. Pendant cette même période, environ 903,000 personnes immigraient au Canada tandis que 1,108,000 quittaient le pays, provoquant ainsi une migration nette négative de 205,000 habitants. Au cours de cette décennie, seuls le Manitoba, la ColombieBritannique et les Territoires du NordOuest ont reçu plus d'immigrants qu'ils n'ont vu partir d'émigrants [▼4](#).

De nombreux émigrants se sont établis aux États-Unis. On a estimé que de «1880 à 1890, le nombre de personnes nées au Canada et vivant aux États-Unis était passé de 717,000 à 980,000. Le Canada, avec ses quatre millions d'habitants et ses millions d'acres de terre inhabitée, a contribué davantage au peuplement des États-Unis que l'Angleterre, malgré son territoire fortement peuplé de 29 millions d'habitants»[▼5](#).

La migration nette n'a pris de valeur positive qu'entre 1901 et 1911. En fait, cette décennie est la seule dans l'histoire du Canada où la migration nette a joué un rôle plus important que l'accroissement naturel dans la croissance démographique globale [▼6](#).

Notes

Note 1

[D.A. Worton](#), «History of statistics Canada project», p. 15.

Note 2

[Bureau fédéral de la Statistique](#), *First annual report of the Dominion Statistician*, 1918-19, p. 13.

Note 3

Le Recensement de 1891 a été effectué sous la direction de George Johnson qui, cette année-là, avait été

nommé Statisticien fédéral; il était le premier à occuper cette fonction. Dans l'introduction du premier volume de données publiées du Recensement de 1891, Johnson décrivait la qualité des données de ce recensement de la façon suivante: «Rien n'a été épargné pour obtenir les renseignements dont on avait besoin pour l'exécution d'un travail aussi important que celui-ci, lequel, quant à l'exactitude, ne cède rien aux travaux de ce genre publiés dans les autres pays. On ne peut exiger qu'un ouvrage aussi considérable soit parfait: ce serait demander l'impossible. Ce qu'il y a lieu d'exiger, c'est une exactitude relative qui, nous en avons l'espérance, a été obtenue pour ce présent recensement».

Note 4

Voir [M.C. Urquhart et K.A.H. Buckley](#), édés., *Historical statistics of Canada* (1965).

Note 5

Voir [A. Shortt et A.G. Doughty](#), édés., *Canada and its provinces: a history of the Canadian people and their institutions*, p. 148 [citation traduite].

Note 6

[Urquhart et Buckley](#), loc. cit.

Note 7

[Shortt et Doughty](#), op. cit., p. 152.

Note 8

[D. Morton](#), *A short history of Canada*, p. 96.

Note 9

Les données sur les industries ne sont pas exactement comparables. Celles de 1891 sont fondées sur les réponses à la question sur la profession. Ces réponses ont ensuite été classées dans des groupes qui, par leur nature, ont une certaine ressemblance avec la composition de notre structure industrielle actuelle.

Note 10

[Département de l'Agriculture](#), *Recensement du Canada, 1890-91*, Vol. III, p. vii.

Note 11

[Ibid.](#)

Note 12

[Morton](#), op. cit., p. 94.

Note 13

[B. Hodgins et R. Page](#), *Canadian history since Confederation: essays and interpretations*, p. 218.

Note 14

Les responsables du recensement de 1891 ont pris soin d'avertir les utilisateurs qu'il fallait faire preuve de circonspection au moment d'établir des comparaisons avec les données sur les professions de 1881 à cause des différences de classification.

Note 15

[Département de l'Agriculture](#), *Recensement du Canada, 1891*, p. 3 [citation traduite].

Note 16

Données tirées du [Département de l'Agriculture](#), op. cit., p. 15 [citation traduite].

Note 17

Ibid., p. 11 [citation traduite].

Note 18

[Statistique Canada](#), *L'emploi et le revenu en perspective* (hiver 1990), p. 7.

Note 19

Voir [K.D. Hughes](#), *L'emploi et le revenu en perspective* (été 1990), p. 62.

Note 20

[Département de l'Agriculture](#), *Recensement du Canada, 1901*, p. xxiii [citation traduite].

Documents consultés

- BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE. *First annual report of the dominion statistician, 1918-19*, annuel, catalogue 11-201, mars 1919, Ottawa.
- COLOMBO, J.R. *Colombo's Canadian references*, Toronto, Oxford University Press, 1976.
- COOK, R., J. RICKER et J. SAYWELL. *Canada: a modern study*, Toronto, Clark Irwin, 1963.
- CREIGHTON, D. *Dominion of the north: a history of Canada*, Toronto, The Macmillan Company of Canada Ltd., 1957.
- DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE. *Recensement du Canada, 1890-1891*, Recensement de 1891, catalogue 98-1891, Ottawa, S.E. Dawson, 1893-1897. Vol. I, 1893; Vol. II, 1893; Vol. III, p. vii, 1894; Vol. IV, 1897.
- ---. *Occupations*, Recensement du Canada, 1891, Bulletin n° 18, Ottawa, 1893.
- ---. *Wage-earners by occupations*, Recensement du Canada, 1901, Bulletin n° 1, Ottawa, 1907.
- HILLER, H.H. *Canadian society: a macro analysis*, Scarborough, Ont., Prentice-Hall Canada,

1986.

- HODGINS, B. et R. PAGE. *Canadian history since Confederation: essays and interpretations*, Georgetown, Ont., Irwin-Dorsey, 1979.
- HUGHES, K.D. [«Échanges au sein des professions non traditionnelles, 1971-1986»](#) *L'emploi et le revenu en perspective*, trimestriel, catalogue 75-001F, été 1990, Ottawa, Statistique Canada.
- MORTON, D. *A short history of Canada*, Edmonton, Hurtig, 1983.
- SHORTT, A. et A.G. DOUGHTY, éd. «The Dominion industrial expansion», *Canada and its provinces: a history of the Canadian people and their institutions*, Vol. 9, section V, part I, Toronto, Glasgow, Brook & Company, 1914.
- STATISTIQUE CANADA. [«Aperçu sur les capacités de lecture et de calcul des Canadiens»](#), *L'emploi et le revenu en perspective*, trimestriel, catalogue 75-001F, hiver 1990, Ottawa.
- URQUHART, M.C. et K.A.H. BUCKLEY, éd. «Series A244-253», *Historical Statistics of Canada*, Cambridge, Angleterre, The University Press; Toronto, The Macmillan Company of Canada Ltd., 1965.
- WORTON, D.A. «History of statistics Canada project», (chapter «The Department of Agriculture's mandate from Confederation to 1905»). Ottawa, Statistique Canada, 1990, étude non-publiée.

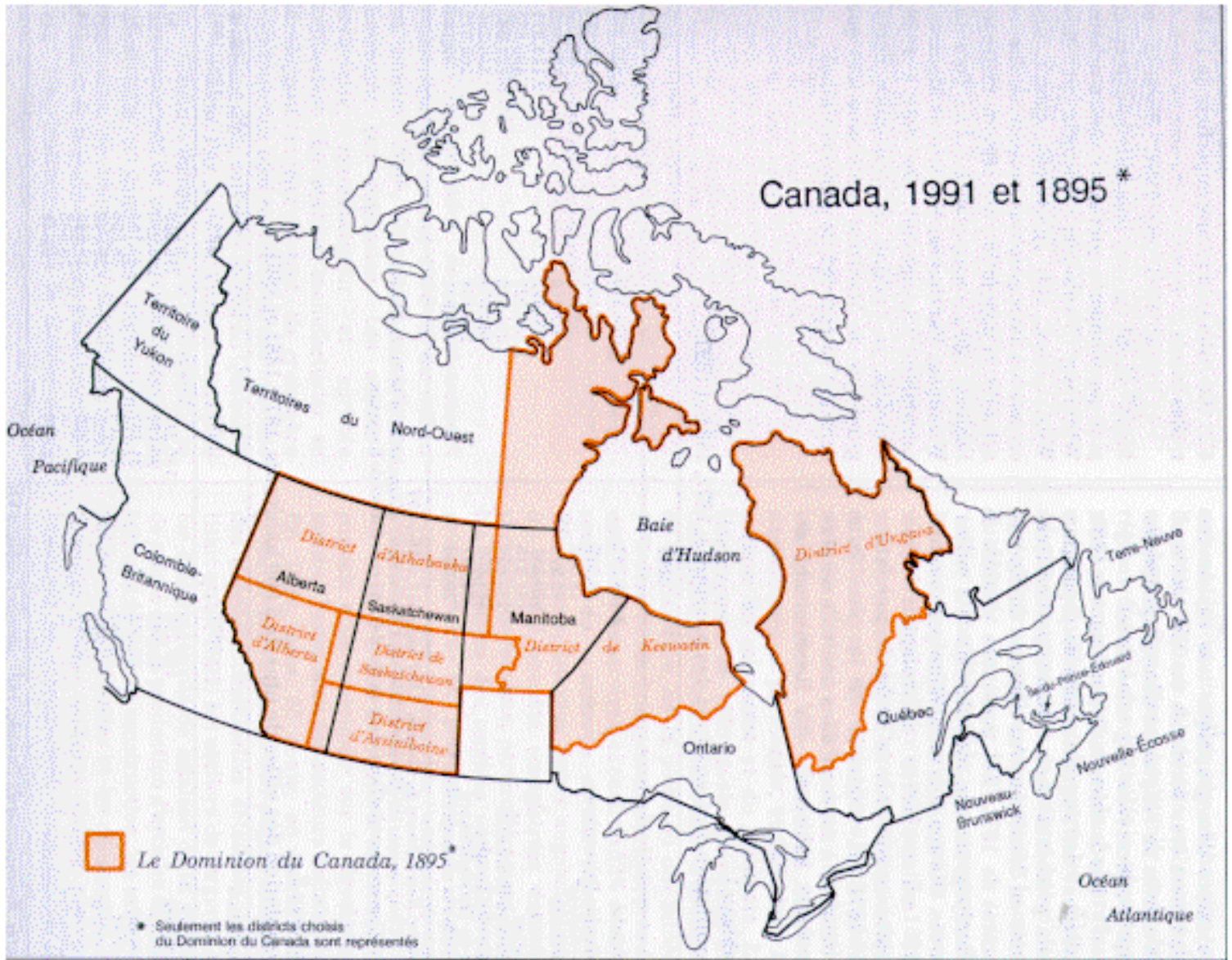
Auteur

Patricia Grainger est au service de la Division de l'analyse des enquêtes sur le travail et les ménages de Statistique Canada.

Source

L'emploi et le revenu en perspective, Été 1991, Vol. 3, n° 2 (n° 75-001-XPF au catalogue de Statistique Canada).





RODUIT PAR LA DIVISION DE LA GÉOGRAPHIE POUR LA DIVISION DE L'ANALYSE DES ENQUÊTES DES MÉNAGES ET DU TRAVAIL, STATISTIQUE CANADA, 1991

SOURCE: ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES CANADA
MCR 4062F

Tableau 1

Population du Canada et des provinces, 1871, 1881 et 1891

	1871	1881	1891
Canada	3,689,257	4,324,810	4,833,239
Colombie-Britannique	36,247	49,459	98,173
Territoires*	18,000	25,515	66,799
Manitoba	25,228	62,260	152,506
Ontario	1,620,851	1,926,922	2,114,321
Québec	1,191,516	1,359,027	1,488,535
Nouveau-Brunswick	285,594	321,233	321,263
Nouvelle-Écosse	387,800	440,572	450,396
Île-du-Prince-Édouard	94,021	108,891	109,078
Territoires non organisés**	30,000	30,931	32,168

Source: Recensement du Canada, 1891, volume I, tableau VI

** Comprennent les districts d'Alberta, d'Assiniboine, d'Athabaska et de Saskatchewan.*

*** Comprennent les Territoires du Nord-Ouest et le district de Keewatin.*

Tableau 2

Population des villes de plus de 5,000 habitants, 1871, 1881 et 1891

Population				Variation en %
	1871	1881	1891	1881-1891
Montréal	107,225	155,237	216,650	40
Toronto	56,092	96,196	181,220	88
Ottawa	21,545	31,307	44,154	41
Halifax	29,582	36,100	38,556	7
Winnipeg	24	17,985	25,642	221
Victoria	3,270	5,925	16,841	184
Vancouver	-	-	13,685	-
New Westminster	-	1,500	6,641	343

Source: Recensement du Canada, 1891, volume I, tableau VII

Tableau 3

Proportion de maisons selon le matériau de construction, 1891

	Bois	Brique	Pierre	Non décrites
Canada	81.5	15.4	3	0.1
Colombie-Britannique	97.6	2.3	0.1	-
Territoires*	96	1	1	2
Manitoba	95.2	3.7	0.9	0.2
Ontario	75.5	21.1	3.3	0.1
Québec	77.1	17.8	5	0.1
Nouveau-Brunswick	98.2	1.6	0.1	0.1
Nouvelle-Écosse	99.4	0.3	0.2	0.1
Île-du-Prince-Édouard	99.5	0.4	0.1	-

Source: Recensement du Canada, 1891, volume IV, tableau A

** Comprennent les districts d'Alberta, d'Assiniboine, d'Athabaska et de Saskatchewan.*